

Arguments contre Ecopop

Les entreprises suisses ont besoin des étrangers

Introduire des quotas d'immigration extrêmement rigides et sévères mettrait à mal notre marché du travail et la compétitivité des entreprises helvétiques. La pénurie de main-d'œuvre et de spécialistes dont souffre déjà notre pays s'en trouverait terriblement aggravée.

L'économie suisse a une envergure sans commune mesure avec la taille du pays. Elle est tout bonnement la 20^{ème} économie mondiale, alors que le pays occupe que le 97^{ème} rang en termes d'habitants. Ce tour de force s'explique notamment par les très importantes exportations de produits et de services. Mais pour parvenir à assurer un tel niveau de production, nous avons besoin de main-d'œuvre venue de l'extérieur.

Notre économie a besoin de renforts extérieurs

Depuis plusieurs années, la Suisse connaît une pénurie importante dans plusieurs secteurs d'activités. Les indicateurs développés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) pointent du doigt plusieurs professions: les professions liées au management (23 pour cent), les métiers liés aux services et à la production (23 pour cent), le domaine de l'administration, des finances et des affaires juridiques (16 pour cent) ainsi que les métiers de la santé, de l'enseignement et de l'éducation (13 pour cent) sont particulièrement menacés de pénurie de main-d'œuvre. Les résultats d'une récente étude réalisée par le Seco et par la société B,S,S. montrent que la pénurie de spécialistes est un phénomène très répandu.

Sans renforts, notamment extérieurs, l'équipe économique suisse ne pourra jamais rester en tête du championnat. En limitant drastiquement l'immigration, l'initiative Ecopop ne ferait qu'exacerber la problématique de pénurie de main-d'œuvre en Suisse. La part des collaborateurs étrangers atteint des niveaux considérables dans des secteurs comme les hôpitaux (32 pour cent), l'industrie (30 pour cent), la construction (36 pour

cent), l'hôtellerie/restauration (40 pour cent) ou la recherche (30 pour cent).

L'initiative aurait une influence très rapide et négative sur ces secteurs, qui peineront à trouver les collaborateurs dont ils ont besoin. Les citoyens en subiraient rapidement les inconvénients, notamment dans le domaine de la santé, lequel serait confronté à des problématiques complexes. D'autre part, il faudrait pouvoir répondre à la demande croissante en personnel de soins et en soins médicaux d'une population vieillissante – dont l'espérance de vie a crû ces dernières décennies – sans dépasser le solde migratoire autorisé!

Danger pour notre prospérité

Mis à part les effets immédiats de l'initiative Ecopop, elle aura également un impact considérable sur la croissance économique à long terme de la Suisse. La compétitivité et l'attractivité du pays ne seront à terme plus qu'un lointain souvenir. Elle implique en effet une diminution radicale des possibilités de recrutement des travailleurs à l'étranger par les entreprises suisses, alors que la demande en main-d'œuvre restera élevée à l'avenir dans plusieurs secteurs comme dans le domaine des soins et de l'accompagnement, dans la construction ou dans les professions techniques. Faute de suffisamment de personnel qualifié, les entreprises peineront à innover et à se développer. Le potentiel de croissance économique baissera et avec elle la prospérité de tous.

Les initiants prétendront qu'il suffit de mieux utiliser la main-d'œuvre disponible pour éviter ces inconvénients. Mais c'est de la poudre aux yeux. Contrairement à d'autres pays, la Suisse a un faible potentiel pour augmenter la

part de main-d'œuvre indigène. Les taux d'activité atteignent en effet des records, quelles que soient les classes d'âge ou le sexe. Les progrès qu'il serait possible de réaliser ne combleraient jamais le déficit créé par l'initiative.

Pression et augmentation du travail au noir

L'initiative vise à limiter le développement de la population résidant en Suisse. Elle ne précise en revanche rien pour les frontaliers et les personnes employées pour des durées limitées. La suite est facile à deviner: face à l'impossibilité d'obtenir des permis pour des résidents, les employeurs suisses se tourneront de plus en plus vers les frontaliers et les contrats à durée déterminée. La pression deviendra encore plus forte sur les zones frontalières. En plus, le rationnement extrême des autorisations de travail provoquera une augmentation du travail au noir, avec tous les effets secondaires négatifs que cela entraîne pour la société et les personnes concernées. ■

Campagne «Ecopop NON»

La votation aura lieu le 30 novembre. Une large coalition de partis, d'associations économiques, de syndicats, d'œuvres d'entraide et d'autres organisations est mobilisée contre cette initiative. Vous trouverez tous les arguments et informations du comité interpartis «Ecopop NON» sur le site web des campagnes, où vous pouvez aussi vous engager en publiant un témoignage. ■

www.ecopopnon.ch